

Voilà les vraies mesures à prendre en urgence

Entretien de Frédéric Boccara par Bruno Odent

Nous publions la version longue de l'entretien accordé à *l'Humanité* par Frédéric Boccara, membre du comité exécutif national du PCF, le 27 mars dernier.



Quelle est la nature de la crise engagée ?

Frédéric Boccara.

On a deux crises siamoises, inséparables, sanitaire et économique. Et une crise de civilisation.

Le virus est un catalyseur d'une crise économique qui avait commencé avant le déclenchement de l'épidémie. Un ralentissement était déjà en cours depuis début 2019. Le 7 février dernier, mon rapport aux rencontres internationales pour une autre mondialisation alertait publiquement sur cette crise. C'est une suraccumulation financière profonde qui est en train d'éclater en même temps que la crise sanitaire. L'une nourrit l'autre et réciproquement. La double crise exprime la domination du capital, avec sa logique, ses pouvoirs, son coût. Si la pandémie a tant d'effet sur l'économie, c'est que, comparée à la valeur des richesses créées la masse de capitaux financiers accumulés est énorme et qu'un effondrement était imminent.

La domination du capital explique largement le retard pris dans l'adoption de mesures de santé publique adéquates dans nos pays capitalistes développés, voire leur insuffisance irresponsable. L'expérience de la Chine qui a su, semble-t-il, faire le choix d'arrêter nombre de productions sans se

soucier, apparemment, des profits, aurait dû nous éclairer. Mais nos gouvernants ont été obsédés de ne pas inquiéter... les marchés financiers! Et ils restent focalisés sur l'idée de faire travailler car il faut produire du profit! À tout prix.

Depuis des années, cette obsession du capital financier pour son rendement et son profit s'est opposée aux dépenses sociales et au développement des services publics. Cela a totalement fragilisé notre système de santé dont la dégradation et les défaillances sont si patentées.

Le plan d'urgence français est-il à la hauteur ?

Frédéric Boccara.

Non la « rallonge » budgétaire, malheureusement votée il y a une semaine à l'unanimité par les députés en première lecture, est essentiellement tournée non pas vers « l'économie » en général, mais vers le soutien au capital et aux profits. Il n'y a presque rien pour l'hôpital: 2 Md€ alors qu'il en faudrait sans doute 10 et que le mouvement des personnels de santé en réclamait déjà 4 avant la crise du corona virus; rien vers la filière industrielle de la santé (respirateurs, masques, médicaments, réactifs pour les tests, etc.). On y trouve quelques concessions à la nécessaire sécurisation des revenus

et à la préservation des collectifs de travail, avec les mesures de chômage partiel, mais de façon bien trop limitée (85 % du salaire) et, surtout, temporaire. Ce n'est donc pas un plan d'urgence budgétaire sanitaire. L'austérité continue à tuer. Et les inégalités sociales font des ravages. Le soir à 20 heures, en même temps qu'on applaudit les soignants, ne faut-il pas crier « de l'argent pour l'hôpital, pas pour le capital »?

J'ajoute qu'il faut récuser l'union sacrée. Unité nationale pour lutter contre la double crise, oui. Mais pas d'union sacrée derrière l'État et le capital dans une guerre prétendue sanitaire, déjà économique avec des dimensions antidémocratiques, nationalistes et fédéralistes à la fois. Il ne faut pas séparer ces questions économiques de la question démocratique et des libertés, avec l'état d'urgence. Ce sont deux faces de la même pièce.

Au plan européen on assiste pourtant à l'injection massive de liquidités par la BCE ?

Frédéric Boccara.

Oui mais sans rien changer aux critères d'achat des titres ou d'attribution des prêts par les banques. Les règles fondamentales du capitalisme financier sont maintenues. On laisse faire. Cet argent devrait

immédiatement aller à l'hôpital, à la recherche médicale, aux services publics (avec un Fonds d'urgence) et à la filière industrielle de la santé. Mais ces liquidités vont surtout être absorbées par des opérations destinées à regonfler la valeur des titres boursiers.

Des plans de relance d'une dimension jamais vue sont pourtant engagés outre-Atlantique et outre-Rhin ?

Frédéric Boccarda.

L'ampleur de ces plans montre la violence du choc qui se prépare. Cela peut un peu soutenir la demande. Mais mettre plus pour faire la même chose ne convient pas. Il y a une question de contenu : capital ou services publics ? Valeur des titres ou emploi, salaires, production, recherche, investissement ?

Sur le front monétaire on dépasse de très loin les mesures extraordinaires décidées par la Fed et la BCE après le krach de 2008. Cela peut soutenir la demande, mais ces liquidités risquent d'être surtout absorbées, comme elles l'ont été jadis, par des opérations destinées à doper la valeur de titres sans beaucoup d'effet réel... Et, que restera-t-il en septembre, quand la déferlante économique va arriver, avec son cortège de licenciements, plans sociaux, baisses de salaires, etc. ?

Aucun changement n'est annoncé sur la politique de crédit des banques. Et on ne fait quasiment rien de plus pour les services publics. En dépit des besoins cruciaux.

En France, le ministre Bruno Le Maire dit « pas de tri » pour les aides. Quelle éthique folle ! Il faut des conditions sur l'utilisation de l'argent, un suivi. La crise impose une démocratie nouvelle.

B. Le Maire annonce une austérité décuplée demain pour rembourser la dette, et que l'État devrait renoncer aux rentrées d'impôts des entreprises. *Open bar* pour le capital ? Il faut des conversions de dette, des non-paiements de dividendes, des taux très négatifs, etc., et ceci avec d'autres contreparties. Bref, baisser le coût du capital à mesure que les (grandes) entreprises contribuent d'autant plus

aux services publics, à l'emploi, à l'investissement utile et efficace.

Quelles pourraient être les conséquences du krach boursier entamé ?

Frédéric Boccarda.

Le gonflement de capital financier est plus important encore qu'en 2007. Or les effondrements boursiers ont un terrible effet réel. Les réformes néolibérales de ces dernières années ont donné énormément de pouvoirs aux marchés financiers sur l'emploi et les entreprises. Les patrons vont ainsi licencier pour préserver leurs profits, en réponse aux exigences des marchés financiers. C'est très violent. Fermer les bourses est illusoire : il faut surtout débrancher les bourses et marchés financiers de la gestion des entreprises : les mouvements boursiers ne doivent pas avoir de conséquences sur l'emploi, l'activité, l'investissement. Donc d'une part rendre impossibles les licenciements pour critères de rentabilité financière, d'autre part apporter de l'argent aux entreprises autrement que par la bourse, et avec d'autres pouvoirs, d'autres forces sociales aux commandes. Remarquons déjà que les mesures de chômage partiel prises actuellement ne sont pas censées préserver les emplois au-delà de la fin de la crise sanitaire. Les mesures monétaires visent surtout à regonfler le capital. Comme lors du krach précédent. Observant cette

fuite en avant Paul Boccarda avait annoncé une probable rechute une dizaine d'années après. Nous y sommes. Ce sera beaucoup plus grave disait-il...

Des nationalisations sont envisagées en France, en Allemagne, voire aux États-Unis ? Faut-il y voir un début de recul des dogmes libéraux ?

Frédéric Boccarda.

Il y a un véritable besoin. Mais on nous refait le coup des nationalisations temporaires sans changer la logique de ces entreprises. Ce qui va reproduire, voire amplifier les mêmes funestes travers. Nationaliser temporairement et obéir à la dictature du profit pour privatiser demain et laisser faire le marché ne règle rien !

Que faire alors ?

Frédéric Boccarda.

Sur ce front des nationalisations il faut imposer aux firmes secourues d'autres critères de gestion que la rentabilité financière. Il faut aussi des institutions publiques pour une planification stratégique, avec des engagements chiffrés, au lieu de mots démagogiques sur la souveraineté.

De même, autre sélectivité du crédit et démocratie sont décisifs. On pourrait créer rapidement un Fonds européen d'urgence



L'ampleur de ces plans de relance montre la violence du choc qui se prépare. Cela peut un peu soutenir la demande. Mais mettre plus pour faire la même chose ne convient pas. Il y a une question de contenu : capital ou services publics ? Valeur des titres ou emploi, salaires, production, recherche, investissement ?



pour la filière santé et les services publics, financé par la BCE. Sa mission : apporter des ressources aux différents systèmes de santé solidairement dans chaque État. Le Fonds serait géré démocratiquement. La France peut en créer un sans attendre, appuyé par la Caisse des dépôts refinancée par la BCE.

Côté bancaire, les taux sont certes bas mais restent élevés pour les trésoreries des PME/TPE et beaucoup de projets ne sont pas appuyés. Il faut des taux bonifiés sélectivement pour les investissements créateurs d'emploi, de richesse réelle. Et pratiquer, à l'inverse, des taux très élevés pour les prédatrices d'entreprises, les investissements spéculatifs, ceux qui délocalisent ou suppriment des emplois. Là on orienterait autrement la réalité économique, avec l'appui d'institutions démocratiques et celui des travailleurs (ses) et des citoyens(nes) nouvelles contrôlant l'utilisation de ces crédits dans les entreprises et les services publics, comme dans les banques ou les territoires.

Enfin, pour une humanité commune, avec les défis gigantesques concernant le Sud et les émergents, il faut financer les biens publics et communs mondiaux (santé, climat, énergie...) et l'emploi. Et, pour cela se libérer de la domination du dollar. L'urgence d'une monnaie commune mondiale, à partir des Droits de tirages spéciaux du FMI (c'est-à-dire un panier de devises de toute une série de pays) doit être mise sur la table.

Faut-il sonner l'heure de la démondialisation ?

Frédéric Boccarda.

Macron veut jouer le coup du tournant politique. Il invoque une « rupture », laissant chacun y entendre ce qu'il veut. C'est le rideau de fumée pour préparer le pire au service du grand capital.

Il faut une autre mondialisation, de partage et de coopération. Démondialiser serait une folie, au moment où on voit la nécessité absolue de la coopération internationale, où des tensions militaires surgissent de partout. La question, comme toujours, c'est le contenu, la maîtrise. Nous avons consacré,

je l'ai dit, les 7 et 8 février dernier une rencontre internationale à cette autre mondialisation.

Prenons les multinationales pharmaceutiques : les travailleurs y co-inventent et co-produisent des médicaments entre plusieurs pays. En ce sens, elles remplissent une fonction nécessaire : partage des ressources financières et informationnelles pour co-produire. Mais elles le font de façon perverse : au service du capital qui les domine, visant avant tout le profit, par le monopole des richesses, des connaissances et de leur utilisation, au lieu de les partager, et elles utilisent pour cela des instruments de transferts et de prédation que les travailleurs connaissent bien (prix de transferts, siphonage par des prêts intragroupes, S dans les paradis fiscaux, etc.). Il ne faut pas casser la fonction nécessaire mais changer radicalement son contenu. Pour cela, on peut développer des réseaux non capitalistes de coproduction et de recherche, ou des co-nationalisations internationales. Il y a aussi besoin de tout autres traités internationaux d'investissement et d'échange, et de nouvelles institutions publiques internationales.

Quelle pourrait être, en France, la physionomie de vraies mesures d'urgence ?

Frédéric Boccarda.

Un plan d'urgence doit commencer immédiatement à rompre avec la domination du capital. Il ne s'agit pas d'attendre le « jour d'après » pour changer de logique. C'est à la fois révolutionnaire et réaliste.

Il serait élaboré et proposé face aux mesures Macron-Philippe. Il pourrait comprendre les volets suivants, avec une cohérence entre objectifs, moyens et pouvoirs. Objectifs : dépister, appuyer l'hôpital (embauches, constructions en urgence, formations...), appuyer la recherche (vaccins et traitements), mobiliser la production (respirateurs, réactifs pour les tests, vêtements médicaux, gants, masques, médicaments...).

Moyens : arrêter la production et le travail non essentiels et maintenir les droits et institutions démocratiques protégeant les travailleurs,

lever les modifications répressives du Code du travail, soutenir le pouvoir d'achat (chômage partiel à 100 %, suspendre des dépenses pré-engagées des ménages et des PME/TPE : loyers, remboursements d'emprunt...); aller vers un dispositif général de sécurisation de l'emploi, de la formation et du revenu ; créer un Fonds doté de 50 Md€ (dans un premier temps) pour financer ces actions avec une contribution monétaire (BCE, et Caisse des dépôts en attendant) et des impôts de solidarité sur le grand capital ; faire sauter le plafond contractualisé de dépenses des communes. Pouvoirs : mettre en place des instances démocratiques régionales de suivi comme de contrôle de la mise en œuvre du plan et de l'utilisation de cet argent avec les représentants des salariés et les élus.

C'est faire émerger un autre modèle de société pour sortir de la crise ?

Frédéric Boccarda.

J'ai parlé au début de notre entretien de civilisation en crise. Nos sociétés sont minées par l'économie capitaliste et une anthropologie du libéralisme, imposées à la planète depuis l'Europe occidentale et les États-Unis. Notre monde crève de la scission entre l'argent et la cible de son utilisation. Laquelle est subordonnée à la recherche de la rentabilité financière maximale. C'est cela le capital : tout est réduit à une masse de valeur cherchant à valoir plus, « l'argent pour l'argent ». Au contraire l'argent devrait être vu comme un levier politique à maîtriser pour produire, créer, inventer, au service des besoins humains. C'est tout le système de pouvoirs et de valeurs qui est en cause.

Notre civilisation est menacée dans ses fondements par l'exacerbation de cette scission entre l'argent et les services publics, l'argent et la production, l'argent et la démocratie, l'argent et les besoins humains ou écologiques, ces besoins étant réduits à ce que le marché est capable d'appréhender. Cette « morale » doit commencer à changer. ■